

Les députés glânois ont interpellé deux conseillers d'Etat en faveur de Transition Glâne

# Des moyens pour les jeunes en rade

« CHARLES GRANDJEAN

**Insertion** » Les élus glânois se mobilisent pour leurs jeunes. L'ensemble des députés du district, mais aussi le préfet Willy Schorderet ou encore le directeur du Cycle d'orientation de la Glâne ont cosigné deux courriers envoyés cette semaine aux conseillers d'Etat Jean-Pierre Siggen et Georges Godel.

Ce front uni révèle, en filigrane, un message d'alerte: la pérennisation financière du projet Transition Glâne, destiné à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes du district laissés sur le carreau.

## A l'affût des opportunités

Les cosignataires s'inquiètent d'une part de savoir si Transition Glâne pourrait bénéficier de nouvelles mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes, que souhaiterait mettre en place la

Confédération. D'un autre côté, ils aimeraient obtenir une part des 5,2 millions de francs en faveur de l'insertion professionnelle. Un montant que l'Etat a prévu à titre de mesure compensatoire à la réforme de la fiscalité des entreprises.

«On a dû réduire notre budget annuel de près de 100 000 francs à 60 000 francs en 2017», relève Sarah Devaud, présidente de Transition Glâne. Cofinancé entre 2013 et 2016 par la Fondation Jacobs, la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) et les communes du district, le projet ne compte, depuis 2017, plus que sur le soutien des communes glânoises. En cause, la fin du programme national Paysages éducatifs dont il bénéficiait.

Conséquence, la structure régionale d'insertion a dû réduire la voilure en matière de prestations proposées. «On évite également que certains coaches aient plusieurs cas-



«On s'occupe des jeunes qui passent entre les mailles du filet cantonal»

Sarah Devaud

quettes en répartissant les tâches», remarque Sarah Devaud. Une distinction a été établie entre le coaching socio-éducatif pris en charge par l'association REPER, le coaching professionnel, tâche dévolue aux conseillères en orientation professionnelle ainsi que le coaching scolaire pour lequel des enseignants du cycle d'orientation reçoivent une décharge.

## Moins de ressources

A cette difficulté s'est ajoutée, l'année dernière, une réduction du temps de travail au centre d'orientation régional du CO de la Glâne de 140% à 110%. La différence de 30% étant transférée au centre de carrière pour adultes de Bulle (lire ci-dessous). «Cette réorganisation n'affecte pas les projets en cours, mais on sent les limites. On a régulièrement des séances de travail, et il devient compliqué pour les conseillères en orientation professionnelle d'être sur

tous les fronts», regrette Sarah Devaud.

Les besoins, quant à eux, restent constants, selon les dires de la présidente: «En décembre 2018, on suivait seize jeunes: onze en formation et cinq sans projet professionnel. Depuis, cinq autres jeunes se sont ajoutés. Le nombre de prises en charge varie généralement entre 20 et 30 jeunes.»

## Un enjeu cantonal

Si, pour la présidente, «il y aurait matière à accueillir plus de jeunes», il n'est pas question non plus de jouer les doublons avec les mesures cantonales, telles que les semestres de motivation gérés via la Plateforme jeunes. «Mais on voit que certains d'entre eux sont demandeurs, en raison de la proximité et de la complémentarité qu'offre Transition Glâne.» Elle met en avant des mesures d'accompagnement «sur mesure», qui ont la particularité de

s'étendre jusqu'à l'obtention d'un certificat professionnel.

Pour Sarah Devaud, le défi auquel tente de répondre Transition Glâne concerne l'ensemble du canton. Elle cite d'autres initiatives visant l'insertion, prises dans d'autres coins du canton, comme la Bulle professionnelle ou Projet job à Villars-sur-Glâne. «Au final, on fait la même chose: on s'occupe des jeunes qui passent entre les mailles du filet cantonal.»

Un filet dont les mailles seraient plutôt larges: «Durant l'année 2017-2018, la plateforme jeunes du canton a pris en charge 436 jeunes dans le cadre de diverses mesures. Au total, 244 jeunes sont sortis avec une solution. Ce qui représente un pourcentage de réussite de 56%. Mais, si l'on considère l'ensemble des 1182 dossiers déposés sur la plateforme, on remarque que dans 63% des cas on ignore ce qu'il arrive aux demandeurs.» »



Pour certains jeunes en difficulté d'insertion socioprofessionnelle se rendre à Bulle ou Fribourg, plutôt qu'à Romont (ici la gare) constituerait un obstacle, selon Transition Glâne. Alain Wicht-archives

## Des conseillers en orientation très sollicités

La réorganisation de l'orientation professionnelle soulève des incompréhensions.

Depuis deux ans, plusieurs cycles d'orientation du canton ont vu le pourcentage du poste de conseiller en orientation se réduire. Par effet de vases communicants, ces taux d'occupation ont été transférés aux deux centres de carrière pour adultes de Fribourg et de Bulle.

Derrière cette réorganisation, l'idée de distinguer l'orientation pour jeunes en scolarité obligatoire de celle pour adultes. «Dans tous les autres cantons, le fait pour un adulte de se rendre chez un conseiller en orientation dans un cycle d'orientation n'existe plus depuis une quinzaine d'années. Fribourg était le dernier des Mohicans», justi-

fie Thomas Di Falco, chef du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA).

La refonte n'a pas plu dans certains districts comme la Veveyse ou la Glâne, où des politiques sont intervenus. «Cette réorganisation soulève la question de la prise en charge des jeunes entre 16 et 20 ans, qui loupent le train. Chez nous, on a une sensibilité pour ne laisser personne au bord de la route», illustre Dominique Butty, syndic de Romont et président de l'Association fribourgeoise des communes. «On aimerait plus d'EPT (équivalents plein-temps, ndlr) pour cette tranche d'âge.» D'autres interlocuteurs évoquent la barrière que constituerait pour certains jeunes en décrochage le

fait de prendre le train pour se rendre à Bulle ou à Fribourg dans un centre pour adultes.

**850 élèves**

Le nombre d'individus dont doit s'occuper un conseiller. Il est en hausse

Un argument que réfute Thomas Di Falco: «Des jeunes entre 15 et 20 ans qui ont eu des liens forts avec leur conseiller en orientation peuvent très bien retourner le voir au CO. Nous leur laissons le libre choix. Mais à partir de 20 ans, on considère que ce ne sont plus des adolescents.» Pour le chef de

service, la difficulté consiste à répondre à une demande croissante avec des moyens limités. «En 2004, nous disposions d'un conseiller en orientation pour environ 600 élèves par CO, tandis qu'aujourd'hui nous sommes à environ un conseiller pour 850 élèves.»

Outre la croissance démographique, son service fait face à la question grandissante de la réorientation des adultes: «Les carrières bougent de plus en plus. Les adultes veulent se réorienter en fonction de leurs aspirations. D'autres consultent en raison d'une suppression de poste ou du risque de suppression.» Et là aussi, Thomas Di Falco dit conjuguer avec des ressources limitées: «Un adulte qui souhaite recevoir un conseil doit attendre en moyenne huit semaines.» » CG

## UN SONDAGE AUPRÈS DES ENTREPRISES GLÂNOISES

«Nous avons lancé un sondage, fin 2018, auprès d'une quinzaine d'entreprises avec lesquelles nous avons des contacts, explique Sarah Devaud, présidente de Transition Glâne. Un autre sondage a été envoyé à la SICARE (Société des industriels, commerçants et artisans de Romont et environs). Nous avons reçu une cinquantaine de réponses. Puis une trentaine de réponses de la part de la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs.» L'objet du sondage: mieux connaître les besoins et les difficultés des entreprises vis-à-vis de l'insertion des jeunes. Rencontrent-elles des difficultés avec leurs apprentis? Ont-elles vécu des ruptures de contrats? Ont-elles besoin de mesures de coaching pour certains jeunes en formation? Voici quelques points abordés par le sondage dont les résultats sont en cours d'analyse. Transition Glâne tire d'ores et déjà quelques enseignements de l'opération. «On voit que plusieurs entreprises auraient besoin d'un partenaire d'urgence à qui s'adresser en cas de difficulté», remarque Sarah Devaud. CG